

La Missive de

Gestion *attentive*

N°30 – avril - juin 2008



Sommaire

Edito : Des 30 gaspilleuses au développement durable ?
Des financiers suisses et le bien commun
Des juristes, de la loi et du dialogue social
Paroles de Mai, si longtemps après
Des outils, du ciment et des échantillons
Dialogue franco-allemand sur le D2

Edito : Des 30 gaspilleuses au développement durable ?

Il y eut les « Trente Glorieuses », de la reconstruction de l'Europe à l'après choc pétrolier mais dont le début de la fin se situe peut-être dans les mouvements de contestation de 1968. Caractérisé par la croissance du PNB à forte pente (en France, près de 6% l'an), l'industrialisation et l'entrée dans la consommation de masse, un fort taux d'emploi et un long temps de travail, l'Occident dans la période a croqué allégrement les matières premières et ne se souciait guère de ses déchets. Le tiers-monde avait faim. Les empires s'éparpillèrent en multitudes de nations ayant voix à l'ONU. Le gaz associé était brûlé à la torche sur les champs de pétrole. Ces années mériteraient peut-être de s'appeler plutôt les Trente Gaspilleuses.

Puis il y eut la montée de la concurrence internationale et du marketing, qui prit le pas sur la production dans les entreprises. Il ne suffisait plus de fabriquer des voitures, il fallait les vendre. Les « dragons » asiatiques émergèrent. Apparurent les robots sur les chaînes et les ordinateurs dans les bureaux. On parla de guerre économique et on segmenta les marchés, jusqu'à donner l'impression de la personnalisation. Les actionnaires devinrent moins stables et plus exigeants. La logique de puissance à long terme des groupes industriels fit place à celle de rentabilité à court terme. L'entreprise cotée devint moins opaque mais ses frontières devinrent plus floues et plus changeantes. L'économie était en voie de financiarisation, la société peut-être aussi. La Toile de l'information mondiale se tissait.

On s'inquiéta des conséquences sur l'environnement de l'activité humaine, notamment en matière de changement climatique. Les plus pauvres continuaient à ne pas avoir leur ration de riz ou de manioc. Les grands pays émergents commencèrent à disputer les matières premières aux anciens pays industrialisés. Leurs fonds souverains étaient à la fois craints et désirés. Des bulles financières éclatèrent. L'investissement socialement responsable et les fonds spéculatifs cohabitaient. Certaines entreprises s'interrogeaient sur les externalités qu'elles faisaient subir à la société, d'autres proclamaient que la seule affaire du monde des affaires est de faire des affaires.

Des financiers suisses s'inquiétèrent publiquement de la ponction effectuée par l'épargne sur l'économie productive. On continuait à se poser le problème de la

reproduction des élites et de la qualité de la main d'œuvre. Des deux côtés du Rhin, on se demanda si le développement durable – ou simplement l'écologie – pouvait être l'opportunité de relancer l'Europe en lui donnant une politique commune d'avenir. Entre Accord national interprofessionnel et Position commune des partenaires sociaux, d'aucuns espèrent que la France allait enfin faire une vraie place à la négociation à côté de la loi, on comprit vite qu'elle restait un pays de droit régalien.

Nous étions au printemps 2008.

Marie-Noëlle Auberger mna@gestion-attentive.com

Des financiers suisses et le bien commun

Depuis la fin des « Trente glorieuses », la place de la finance n'a cessé d'augmenter dans l'économie et dans les représentations et aspirations des acteurs. « La financiarisation a transformé l'économie et la société contemporaines et les organisant autour d'une nouvelle cohérence contrée sur l'efficacité financière », cohérence, qui, « aujourd'hui poussée à l'extrême, approche de son point de rupture ».

Ce ne sont pas des gauchistes ou des altermondialistes qui parlent mais des financiers helvétiques.

L'Observatoire de la Finance est une fondation de droit suisse domiciliée à Genève où elle jouit d'un statut d'utilité publique. Au printemps 2008, elle a publié un manifeste intitulé « *Pour une finance au service du bien commun* », dans lequel elle affirme que les turbulences financières actuelles sont « *de nature systémique* » et « *le symptôme de la pression croissante (...) qui fragilise les assises matérielles, sociales, intellectuelles et éthiques du système socio-économique basé sur la liberté politique et économique* ». Cette transformation, si elle n'est pas identifiée et désamorcée, risque de détourner à brève échéance l'économie de marché de sa vocation première « *qui est de promouvoir la dignité et le bonheur de la personne humaine* ».

La transaction et la relation

L'économie productive est soumise à une ponction croissante qui l'oblige à consacrer un volume toujours plus grand, en termes absolus et en proportion, de la valeur ajoutée à la rémunération de l'épargne. Premières victimes, les entreprises cotées en bourse ont reporté cette pression dans trois directions complémentaires : « *leurs collaborateurs de part le monde soumis à des exigences de résultats de plus en plus poussées, les consommateurs exposés à une pression toujours plus forte de l'innovation couplée aux techniques de marketing de plus en plus sophistiquées, et les entreprises plus petites, au Nord comme au Sud, les fournisseurs et les distributeurs des grands, soumises elles aussi à une pression de résultats souvent insoutenable* ». L'exigence de rendement est devenue omniprésente, jusque dans la vie quotidienne. Les sociétés occidentales ont perdu leur liberté du fait des contraintes des retraites par capitalisation et des avocats de la *shareholder value*. « *La financiarisation a débouché sur la prééminence quasi absolue de la transaction au détriment de la relation* », disent les financiers de l'Observatoire, ce qu'un fin témoin du social, Germain Bertrand, dit par ailleurs d'une autre façon : « *l'homme est fait pour l'échange et aujourd'hui il y a de plus en plus de commerce et de moins en moins d'échange* ». Cette recherche de l'efficacité émancipée de toute préoccupation morale a encouragé la cupidité, continuent les financiers, celle-ci a conduit à des trahisons et des manques de loyauté ; le manque de responsabilité des acteurs dans un marché cupide appelle des contrôles, des normes et des procédures, qui sont coûteux et conduisent les acteurs à perdre le sens de leurs actes. Tout cela conduit à ce que « *les valeurs fondamentales de la liberté de jugement, de la responsabilité et de la solidarité, constitutives du bien commun et sans lesquelles une société libre et humaine ne saurait subsister, sont aujourd'hui en danger* ».

Des promesses impossibles à tenir

Face à ce constat alarmant, l'Observatoire de la finance propose d'examiner les postulats sous-jacents de la conception du monde véhiculée par les théories économiques et financières contemporaines, ce qui conduira à mettre en doute « *la prééminence dogmatique du souci de l'efficacité économique et financière* » et à restaurer la préoccupation du bien commun ; d'instaurer « *des incitations à la durée* » pour en finir avec le courttermisme ; de mettre en place des méthodes et moyens pour desserrer à moyen terme « *le carcan que les silos d'épargne et les promesses de retraites font peser sur l'activité productive* », travail difficile car contraire aux intérêts des intermédiaires financiers mais urgent « *puisque'il faudrait qu'il porte ses fruits avant qu'il devienne évident que les promesses des retraites par capitalisation sont impossibles à tenir* ».

C'est une illusion de croire que les vices privés peuvent contribuer aux vertus publiques. Les vices privés peuvent donner l'illusion d'augmenter l'efficacité économique mais c'est au prix de la destruction en profondeur de la confiance, du respect et de la solidarité, qui sont les assises mêmes de nos sociétés. Il faut « *libérer l'homme de l'illusion de la finance et remettre cette dernière au service de l'épanouissement de la digité humaine* ».

C'est ce que disent Montesquieu et la sagesse des nations : l'argent est un bon serviteur et un mauvais maître.

MNA

Des juristes, de la loi et du dialogue social

La loi de modernisation du dialogue social du 31 janvier 2007 rendait obligatoire la concertation préalable avec les partenaires sociaux avant « tout projet de réforme envisagé par le gouvernement qui porte sur les relations individuelles et collectives du travail, l'emploi et la formation professionnelle et qui relève du champ de la négociation nationale et interprofessionnelle ». Ainsi l'accord national interprofessionnel signé le 11 janvier 2008 par la CGPME, le Medef et l'UPA, d'une part, la CFDT, la CFE-CGC, la CFTC et la CGT-FO, d'autre part, portant sur la modernisation du marché du travail, a-t-il été le premier texte négocié à servir de base à un débat parlementaire. Réunis le 18 mars 2008 à la Sorbonne, sous les auspices de l'Association Française d'Etude des Relations Professionnelles, une cinquantaine de juristes venus à la fois de l'université, des milieux syndicaux et professionnels et des pouvoirs publics avaient échangé sur la nouveauté du processus.

Qu'est ce qui ressort de cette "étape importante de reconfiguration du droit du travail", comme l'a qualifiée le Professeur Jean-Michel Olivier ? Les avis étaient partagés. Au-delà du commentaire factuel des dispositions, dont l'interprétation ne fait d'ailleurs pas difficulté *a priori*, les échanges ont davantage porté sur l'innovation que constitue le *process* global de construction de ces dispositions.

Le Professeur Olivier a souligné avec force la nécessité de conduire toute démarche de ce type dans le strict droit constitutionnel de la France en accordant un caractère décisif au vote du Parlement qui ne doit pas être cantonné dans le rôle de pure validation de l'accord interprofessionnel. Même son de cloche côté FNSEA par exemple qui s'est étonnée que l'on puisse généraliser un texte sans que tous les partenaires sociaux susceptibles de le faire appliquer ne soient autour de la table. Cette "riposte" intervenait alors que plusieurs représentants, dont celui du Conseil d'Orientation de l'Emploi (COE) ont fait un parallèle entre le mode de négociation sociale européen tel que prévu par les Traités et le mode adopté avec l'accord interprofessionnel du 11 Janvier.

Les Traités de l'UE prévoient en effet que si les partenaires sociaux ont entamé des négociations, Conseil et Parlement suspendent leurs travaux dans l'attente de l'avancée et de la clôture de ces négociations, ce qui constitue un véritable "droit du dialogue

social". Mais plusieurs juristes ont souligné que la Constitution de 1958 s'oppose à ce que l'on fasse passer le droit du dialogue social avant le droit régalien.

Choc des cultures juridiques, donc au colloque de l'AFERP où l'on s'est lancé quelques amabilités du style : "les parlementaires ne sont pas les domestiques des partenaires sociaux".

Les partenaires sociaux présents ont salué la négociation, qualifiée de « productive » par la CFDT. Le représentant de la CGT, qui n'a pas signé l'accord, parlait néanmoins de négociation « intelligente ».

Hervé Pierre

Mais les tenants de la primauté de l'Etat ont pu se rassurer ensuite : Si l'accord national interprofessionnel sur la modernisation du marché du travail a bien, après de nombreux débats parlementaires, été retranscrit dans la loi sans changements fondamentaux, la Position commune signée le 9 avril 2008 par le Medef, la CFDT et la CGT sur la représentativité, le développement du dialogue social et le financement du syndicalisme n'a pas été prise en considération par l'exécutif qui a fait voter par la majorité parlementaire son propre projet de loi sur le temps de travail, comme l'avait fait en son temps le gouvernement Jospin.



Paris, mai 1968, photo par Jean Pottier

Paroles de Mai, si longtemps après

Les « événements » de mai-juin 1968 ont donné lieu à une floraison de formules-chocs, dont certaines hantent encore l'imaginaire de la société française. Relisons quelques slogans, criés dans les rues ou affichés sur les murs, avec le recul d'une génération.

Sous les pavés, la plage : simple constatation du fait que les pavés des rues de Paris étaient posés sur un lit de sable, cet énoncé un peu mystérieux a fait usage de slogan, presque de formule magique, compris par certains comme le promesse de la félicité après la révolution. **Il est interdit d'interdire** : oxymore qui met encore en rage, quarante ans après, certains hommes politiques qui assèntent que les interdits sont nécessaires dans toute société et notamment dans l'éducation. Certes, il faut des limites mais aussi de l'espace, si les interdits sont partout la pédagogie n'est nulle part. **Les murs ont la parole** : Mai fut la libération de la parole et ses slogans faisaient preuve d'une grande créativité. Claude Neuschwander racontait que ses collègues publicitaires, qui en mai confessaient dans la cour de la Sorbonne faire un métier pourri, redoublaient de zèle en juin auprès de leur patron. Ils ont produit ensuite une publicité envahissante et aussi nettement plus imaginative que la « réclame » des années cinquante.

Rome, Berlin, Varsovie, Paris : la mondialisation des luttes... Déjà en 1848, les mouvements d'émancipation dans les capitales européennes avaient reçu le nom collectif de printemps des peuples. La formule de Paris 1968 avait oublié Mexico, Tokyo et surtout Prague, pourtant si proche. Est-ce parce que la sonorité de Prague est moins adaptée que celle des trois syllabes de Varsovie pour être crié en chœur sur le rythme de « *One, one two, one two three, lets go!* » ? Milos Kundera a dit que le Mai parisien était l'explosion de l'enthousiasme révolutionnaire et le Printemps de Prague l'explosion du scepticisme post-révolutionnaire. Jacques Rupnik rappelle aujourd'hui que simultanéité n'est pas similitude et Brodislas Geremek que, si le désir d'avoir droit à la parole était le même à Paris, à Prague et à Varsovie, le printemps polonais ne fut pas joyeux comme les autres mais fut déterminé. Plus tard, certains acteurs de Mai à Paris soutiendront le Varsovie de Solidarnosc. **Nous sommes tous des Juifs allemands** : quand

« l'anarchiste allemand Cohn-Bendit », comme le désignaient la presse communiste et les magazines du poids des mots et du choc des images, fut déclaré « indésirable » en France, les manifestants proclamèrent l'identité de chacun avec l'étudiant en sociologie de Nanterre. Ce n'était ni la fin du chauvinisme ni celle de l'antisémitisme dans la société française mais c'était quelque chose de nouveau, qui eu plus tard pour écho « *touche pas à mon pote* ».

Professeurs, vous êtes vieux, nous ne voulons plus entendre personne de plus de trente ans : ce n'était pas très sympa pour les enseignants du SNESup qui étaient dans le mouvement ; Maurice Duverger, professeur de droit constitutionnel qui n'y était pas, répondit assez bien qu' « entre les vieux cons et les jeunes cons, il n'y a pas une telle différence ». L'inscription sur les murs de la Sorbonne soulignait simplement que les « Evénements » étaient un phénomène générationnel, même si les dix millions de grévistes n'avaient pas tous vingt ans et que tous les jeunes n'étaient pas dans la rue. La génération du baby-boom avait envie d'exister. **Jouir sans entraves, la révolution sera sexuelle ou ne sera pas** : cette génération du baby-boom a eu accès à la contraception, le divorce est devenue une issue banale à un mariage, et la peur du SIDA a surtout affecté la génération de ses propres enfants. Aujourd'hui le retour aux normes les plus traditionnelles guette certains pans de la société.

Grimaud salaud, le peuple aura ta peau : ceux qui ont crié ce slogan s'en repentent car Maurice Grimaud s'est montré un grand flic républicain. Les envois de grenades à tir tendu, les bastonnades des manifestants arrêtés se sont faits contre ses consignes. Le précédant préfet de police, Maurice Papon, n'aurait sans doute pas massacré les étudiants comme il l'avait fait des Algériens, mais les violences auraient été plus nombreuses et plus graves. Quant à **CRS, SS** - inventé non pas en mai au Quartier latin mais quelques mois auparavant dans les usines de l'Ouest - il faut en dire que même les brutalités policières ne méritaient pas cette comparaison. Les historiens écrivent que les événements de mai 68 ont fait quatre morts en France (deux ouvriers à Sochaux, un lycéen à Flins, un commissaire de police à Lyon), qui ne procédaient d'ailleurs pas toujours clairement d'une volonté de tuer ; les cyniques diront que d'un point de vue global, la période a fait moins cinquante morts, car le manque de carburant a évité bien des tués sur les routes du pont de l'Ascension.

Elections, piège à cons : une autre formule aujourd'hui reniée, notamment par Daniel Cohn-Bendit, député européen par le suffrage du peuple. Elle était aussi incompréhensible que **Non à la société de consommation** pour les jeunes de l'Est européen, qui voulaient précisément la démocratie parlementaire et les magasins remplis. Cette expression n'avait d'ailleurs pas grand succès auprès des ouvriers cégétistes d'abord préoccupés par leur fiche de paye. Les augmentations de salaire obtenues à Grenelle ont amplifié la consommation, qui n'a fait depuis que croître même si les écarts se creusent. Le XXI^e siècle est-il plus individualiste, égoïste et matérialiste que le XX^e ? Ce n'est pas sûr. Le pouvoir d'achat, cela compte mais à vingt ans ils sont toujours nombreux à ne pas être tombés amoureux d'un taux de croissance.

La hiérarchie, c'est comme les étagères, plus c'est haut et moins ça sert : si la CFDT était anti-hiérarchique, formule Edmond Maire, c'est parce que la hiérarchie est le caractère sacré du commandement, alors que le commandement, ça se mérite. Les années soixante-dix seront celles de la lutte contre les « petits chefs », les contremaîtres qui ne savaient pas réparer la machine-outil et compensaient leur manque de capacité technique par l'hypertrophie de leurs « capacités vocales ». **Etudiants, ouvriers, solidarité** : slogan absurde, disait un ingénieur de l'époque, puisque les étudiants sont les futurs cadres. Mais les cadres ne sont pas tous restés insensibles au mouvement de Mai. Anecdote significative, ce fut par des cadres en costume cravate, adhérents de la CFDT et de FO, que le siège du CNPF fut symboliquement occupé. Abandonnés par des directions aux abonnés absents, tendant maladroitement ou efficacement de faire le lien entre patrons et ouvriers grévistes, mettant leur famille à l'abri à la campagne ou s'interrogeant sur les rapports hiérarchiques, les cadres ont souvent compris qu'un fossé se creusait entre eux et les directions générales, et que les cadres non dirigeants étaient, d'abord, des salariés. Les étudiants de 1968 ont eu des carrières ascendantes ou totalement plates, certains sont sortis de la vie active bien avant le nombre d'années de

cotisation nécessaire, et nombre de leurs enfants, tous aussi diplômés, peinent à accéder à l'emploi. **Ce n'est qu'un début, continuons le combat** : 1968, ce fut : avril, la France s'ennuie ; mai, la révolution ; juin, les élections ; juillet, le Tour de France. Mais les années 70 furent celles de grèves emblématiques, du Joint Français à Lip, durant lesquelles, comme en Mai, le qualitatif tentait de se faire entendre.

Plus rien ne sera jamais comme avant : la société française de 2008 est certes bien différente de celle de 1968, même si des constantes demeurent. Les mœurs se sont libéralisées, l'entreprise moins, mais elle est moins opaque et arbitraire qu'elle ne l'était. La formation professionnelle et l'information économique sont devenues des obligations légales, même si le despotisme est toujours présent dans nombre d'entreprises. La maîtrise de la procréation paraît légitime même à certains évêques, l'homosexualité ne met plus au ban de la société, l'adoption a cessé d'être un secret de famille. Et quand on entend en avril 2008 Edouard Balladur, il y a quarante ans conseiller social du premier ministre Pompidou, dire qu'il est « *vain et naïf de prétendre liquider mai 68* » parce que « *plus rien n'est pareil qu'avant ce mouvement* », on se dit que la formule de Mai n'était pas complètement fautive.

MNA

Des outils, du ciment et des échantillons

On dit que chaque Français se verrait bien ministre de l'Éducation Nationale, il en est peut-être de même des Belges, des Québécois et de quelques autres ; en tout cas les débats font rage dans nos pays, pas toujours exactement les mêmes, bien sûr, mais bien des questions sont semblables et bien des réponses aussi. Les différences ne sont pas tant entre nations qu'entre débats à l'intérieur d'un même pays.

Quelles relations entre les professeurs et les élèves, quel rôle pour les parents ? Quels programmes ? Quelle latitude avec ceux-ci ? Quelle autonomie aux établissements ? Quelle liberté pédagogique ? Quel socle commun de connaissances et de compétences pour tous les élèves ? Comment former les enseignants ? Qui doit les évaluer et sur quelles bases ? Comment motiver les élèves, y compris ceux qui sont en grande difficulté ? Comment lutter contre les violences et les incivilités ? Les études secondaires et supérieures doivent-elles permettre de trouver un emploi ?

Il faut revenir aux fondamentaux pour l'école et assurer à tous les savoirs de base ! Définir des savoirs de base indispensables est un nivellement par le bas ! Il faut ouvrir l'enseignement sur l'extérieur ! Les entreprises ne doivent pas pénétrer dans les salles de classe ! Il faut des classes de niveau pour que chacun trouve sa place, sinon certains s'ennuient et d'autres décrochent ! Il faut des classes hétérogènes parce que la mixité sociale et culturelle est enrichissante pour tous ! Il faut un tronc commun le plus large et le plus haut possible ! Il faut adapter l'offre scolaire aux possibilités de chaque élève et donc différencier très tôt les filières ! Le professeur est de dépositaire du savoir, son rôle est de le transmettre, c'est tout ! Le professeur a un rôle d'éducation et non seulement d'enseignement ! Les parents doivent avoir le choix de l'école de leurs enfants, y compris le droit de les mettre sans frais supplémentaires dans un établissement confessionnel ou non mixte ! Tous les enfants doivent bénéficier de la même école ! L'enseignement doit préparer à un emploi ! L'enseignement doit aider les individus, pas les préparer à un poste de travail !

Questions et affirmations se croisent dans les salles des professeurs, dans les réunions de parents d'élèves et dans le débat public. Qu'est ce qui est le plus juste, qu'est ce qui est le plus efficace ? On ne peut évidemment pas répondre dans l'absolu. Le juste se réfère à un système de valeurs et l'efficace se mesure par la capacité à atteindre des buts qui sont définis par le système de valeurs en question.

Pour notre part, il nous semble que le système scolaire, quel qu'il soit, devrait apporter trois types de choses à l'élève : des outils, du ciment et des échantillons.

Des outils

Le langage est le premier des outils, celui qui permet d'acquérir les autres. C'est à l'école maternelle et primaire que l'enfant apprend à manier la langue qui sera celle de sa socialité, qu'elle soit ou non celle de sa mère. La langue française est une langue précise, il serait bon de donner à tous les enfants le goût des nuances et la connaissance de la polysémie.

Et puis d'autres langues, un *international english* aujourd'hui indispensable pour voyager et, de plus en plus, travailler, y compris en France dans des métiers de plus en plus nombreux, mais aussi des langues de culture, une bonne chose étant sans doute l'apprentissage assez précoce d'une langue non alphabétique afin d'acquérir des modes de pensée différents. Parmi les autres outils, il y a les mathématiques bien sûr, à commencer par le calcul élémentaire, même si on peut être ministre sans savoir faire une règle de trois. Un enseignement concret des probabilités, c'est-à-dire des lois du hasard, permettrait de lutter contre un certain nombre d'illusions et de superstitions.

Du ciment

Du ciment, de la culture ou de la citoyenneté, c'est ici pour nous la même chose : le désir de vivre ensemble, la connaissance d'un fonds commun qui ne soit pas seulement celui donné par la télévision ou les dessins animés. L'histoire, la géographie, l'économie donnent ce fonds commun de connaissances, et comme toujours dans les sciences sociales, à travers un filtre idéologique. Reste que ce filtre peut être plus ou moins spécifique. Chacun enseigne d'abord l'histoire de son pays mais on peut rêver d'un manuel d'histoire qui serait commun à l'ensemble des écoliers d'Europe. Quant à l'économie, indispensable pour comprendre le monde dans lequel nous vivons, pourquoi est-elle absente des programmes communs à tout le secondaire ? On peut déplorer aussi que les jeunes ne connaissent du droit pénal que ce qu'ils en entendent aux actualités télévisées et qu'ils ignorent le droit civil de leur propre pays, passablement différent de celui qu'ils voient en œuvre dans les séries d'Outre Atlantique. Qu'on l'appelle instruction civique ou autrement, la connaissance des institutions politiques nationales, européennes (Union européenne et Conseil de l'Europe) et mondiales (système de l'ONU) est indispensable au citoyen européen.

Des échantillons

Pour la plupart, ni les études supérieures ni les métiers que feront les jeunes ne sont présentés par le système d'enseignement primaire et secondaire. Prof d'histoire, instit, on voit, mais le reste ? Nous ne sommes plus à l'époque où chacun reprenait à l'identique le métier de son père, les occupations de sa mère. Il serait utile de faire connaître aux jeunes les activités qui seront les leurs autrement que par une présentation des filières en une demi-journée en classe de troisième, d'autant que les élèves feront, pour une grande part d'entre eux, des métiers qui n'existaient pas du temps de leurs parents. Cela éviterait aussi à de nombreux jeunes de se fourvoyer dans des filières dont ils se rendront compte au bout de quelques mois qu'elles ne leur conviennent pas. Si un jeune qui décide de faire de l'histoire ou de la physique a reçu des exemples de la matière qu'il étudiera à haute dose, celui qui choisit la mécanique automobile, la comptabilité, la cuisine ou la psychologie ne peut se fier qu'à ce qu'il en a vu ou entendu dire à l'extérieur de l'école. Il ne serait pas inutile d'éclairer les choix ultérieurs : que toute formation qui puisse être choisie à quinze ou dix-huit ans ait d'abord été enseignée, même brièvement, pour que chacun se rende compte de ses goûts et de ses possibilités. On aurait peut-être des surprises et des vocations inattendues.

MNA



Dialogue franco-allemand à propos du développement durable

La dixième édition du Dialogue franco-allemand s'intitulait : « Le Développement durable, un nouvel impératif pour l'Europe ? ». Organisée le 5 juin – jour de l'environnement - et le 6 juin à l'Académie européenne d'Otzenhausen en Sarre, cette rencontre donnait notamment la parole à Jean-Marie Pelt et à Udo-Ernst Simonis, les deux pères de la pensée écologique, en France et en Allemagne, ainsi qu'à de nombreux intervenants. Dans son allocution, Stefan Mörsdorf, le ministre de l'environnement du Land de Sarre, proposait quant à lui de remplacer le point d'interrogation du titre par un point d'exclamation.

Les « Trente Glorieuses » ont été celles de l'économie sociale de marché, avec une croissance de cinq pour cent par an, un changement qualitatif dans les conditions de vie de la société, la fin de la mortalité infantile et de la misère, rappelle Hartmut Marhold, directeur du Centre International de Formation Européenne. Après des tentatives désespérées de retrouver ces taux de croissance, la période des trente années suivantes a été moins glorieuse. Les années 90 ont été celles de la finance, des importants retours sur investissement, de la nouvelle gestion financière et des *hedge funds* (fonds spéculatifs). La bulle de crédit a éclaté avec la crise des *subprimes* (prêts immobiliers à taux variable aux Etats-Unis). La question de l'épuisement des ressources et celle du changement climatique se posent. Nous sommes à la fin d'une époque, le principe de *shareholder value* (création de valeur pour l'actionnaire) est révolu, nous avons besoin d'un modèle des parties prenantes, besoin de long terme, de réduction des crédits, à commencer par la dette publique.

De la salle, Pierre Matarasso, du CNRS, note que la première révolution industrielle a remplacé le travail par l'énergie, bon marché et abondante, et qu'il s'agit maintenant de remplacer l'énergie, devenue rare et chère, par de l'information, abondante et bon marché.

Pour la première fois de l'histoire de l'humanité, une génération est consciente qu'elle risque de priver la génération suivante des possibilités de vivre correctement sur la planète, remarque Jean-Marie Pelt, qui ajoute « *la vision darwinienne de la lutte pour la vie dans la nature a justifié dans la société aussi bien la lutte des classes que la concurrence économique. L'écologie m'a appris que la nature ne connaissait pas seulement la compétition mais aussi la coopération, la symbiose, ce qui est termes de société s'appelle la solidarité.* » La plupart des scientifiques et quelques hommes politiques affirment qu'il faut remettre en cause notre modèle et aller vers le développement durable, en arrêtant le gaspillage des ressources naturelles et de l'énergie.

Klaus Wiegandt, de la fondation ASKO Europa, propose de ne pas changer brusquement de modèle mais d'aller vers une durée plus longue des appareils et d'éviter d'importer des produits qui font des milliers de kilomètres, comme du vin d'Australie, de l'eau de France, des fleurs fraîches du Kenya, d'autant plus que celles-ci sont produites aux dépens des cultures alimentaires.

La durabilité est porteuse de conflits, affirme Micha Hilgers, psychanalyste. La diversité écologique peut contredire les énergies renouvelables. Faut-il renoncer à un parc industriel parce que des hamsters habitent la zone ? à une centrale hydraulique à cause des poissons ? L'incapacité à mettre des hiérarchies est la marque d'une pensée totalitaire.

La nature est considérée comme un réservoir de matières premières et un dépotoir, déplore Jean-Marie Pelt, il faut renouer avec la nature et sa beauté, beauté qui mène à la transcendance.

Trois piliers ou primat de l'écologie ?

Le développement durable a-t-il trois piliers, l'économique, le social, l'écologique ? Non, considère Udo-Ernst Simonis, l'écologique est le fondement des deux autres. Mais, demande-t-il, « *comment le primat de l'écologie va-t-il s'imposer dans une économie marquée par les intérêts privés ?* » Il faut lancer une décarbonisation mondiale et « *regarder de plus près le métabolisme industriel* ».

Le trou dans la couche d'ozone a été réduit grâce aux efforts mondiaux mais qu'en est-il de la lutte contre la pauvreté ? L'article 3 de la charte du développement durable des Nations Unies parle de répartition équitable des ressources. Notre civilisation privilégie le superflu sans penser aux pauvres du Sud mais aussi du Nord. Thierry Hommel, directeur délégué de la chaire de développement durable à Sciences Po, rappelle que c'est en 1948 pour que les droits de l'Homme ont été consignés dans une charte, bien longtemps après Kant et la Révolution française, et que leur mise en œuvre n'est pas complète. Ne mettons pas tout sur l'environnement, nous sommes en retard sur les Objectifs du millénaire, l'extrême pauvreté et la faim n'ont pas été éradiquées. L'accès à la santé n'est pas garanti à tous, 90% des moyens sont destinés à 10% de la population mondiale, même si pour la première fois on constate une inversion de la hiérarchie des droits, avec la possibilité de passer outre les droits de propriété intellectuelle en cas d'urgence sanitaire. Ce sont les pays émergents – Afrique du Sud, Brésil, Inde - qui ont poussé à cela mais dans la lutte contre le changement climatique leur position est plus ambiguë. L'UE s'est emparée de ce problème, même si ses engagements ne sont pas suffisants. L'UE doit de rapprocher des pays émergents et écouter leurs besoins.

Les « pays seuils » comme la Chine, l'Inde, le Mexique, le Brésil, la Russie, souhaitent la prospérité et se sont engagés dans cette voie avec le modèle occidental coûteux en énergie ; les démographes indiquent que nous serons 9 à 10 milliards d'habitants sur la planète en 2050.

La Chine s'intéresse à l'environnement, affirme de la salle Pierre Calame, directeur de la Fondation pour le Progrès de l'Homme. Le développement durable est une question centrale en Chine et en Europe. En Chine, le ministère de l'environnement est un ministère particulièrement important, alors qu'il n'en existe même pas aux Etats-Unis, note Udo-Ernst Simonis. Les Chinois sont rapides et avides d'apprendre rapidement, contrairement aux Indiens qui sont trop fiers et ne veulent pas entendre les conseils.

Certains pensent que les innovations scientifiques résoudront les problèmes, ils oublient que certains phénomènes sont irréversibles, tels la disparition d'espèces, la diminution de la forêt vierge, les émissions de CO₂. Cependant, Stefan Mörsdorf est optimiste : la recherche et les nouvelles technologies permettront d'organiser la gestion du monde en sauvegardant les ressources, si on met en place des règles claires et définies sur les ressources et les droits à polluer. Pour Jean-Marie Pelt aussi, la technologie devra être déterminante pour gérer autrement l'énergie et être strict en matière de dégagement de gaz à effet de serre.

Le rôle spécifique de l'Europe

L'Europe ne représente que 5% de la population mondiale mais c'est le premier marché intérieur au monde, ce qui pourrait lui donner une puissance de négociation. Ses cinq cents millions de consommateurs sont importants pour l'Inde et la Chine, qui se demandent ce que vont devenir les USA.

L'Europe a le *leadership* dans la lutte contre le changement climatique, la mise en œuvre du protocole de Kyoto s'est fait grâce à elle, il en est de même du protocole de biosécurité (commerce des OGM) mais ce leadership est rarement reconnu à l'extérieur, note Nicole de Paula Domingos, une étudiante brésilienne à Sciences Po. L'Europe se présente verte et solidaire mais sa politique rigide d'immigration empêche l'extérieur de la voir comme telle. Pour relancer l'Europe, il faut que son identité porte plus sur l'environnement que sur le libre marché. De la salle, un participant allemand souligne

qu'il convient d'être crédible pour être précurseur. L'Union apparaît floue vue de l'extérieur, reconnaît Jean-Marie Pelt, qui appelle l'Europe à être, selon la formule de Robert Schuman, « *modestement exemplaire* ».

La politique française en matière d'environnement est issue du Grenelle de l'Environnement, affirme Bernard de Montferrand, ambassadeur de France en Allemagne. La présidence française de l'Union européenne sera marquée par le volontarisme. Priorité sera donnée à la lutte contre le changement climatique, dont même les Etats-Unis reconnaissent qu'il représente un vrai danger. Le président Sarkozy veut « *donner à la France une avance de plusieurs dizaines d'années* » en matière de réduction de CO2 et de biodiversité. Un système d'écotaxe efficace a commencé à être mis en place, avec le bonus malus sur les véhicules neufs depuis janvier 2007. Il y aura des économies d'énergie dans la construction, de la transparence, des énergies renouvelables, l'éolien sera multiplié par trois, le transport par rail et par mer favorisé.

La France travaillera à ces questions avec tous les Etats-membres et l'environnement est un des domaines phares de la coopération franco-allemande, l'objectif commun étant la diminution des émissions de CO2. Les deux pays ont un mix énergétique et un mix industriel différent, l'Allemagne sort de l'énergie nucléaire, l'industrie automobile a des intérêts divergents de chaque côté du Rhin et la baisse des niveaux de CO2 est dure pour les industries. Il faut donc que les deux pays recherchent des compromis.

On peut se passer de certains éléments anglo-saxons comme « *Business of business is business* », qui ne correspondent pas à la tradition française ni allemande, affirme Raimund Bleischwitz, chercheur au Wuppertal Institute. A la biodiversité dans la nature correspond l'ethnodiversité des langues, des traditions, des religions. « *Respecter les différences mène à la paix* » assure Jean-Marie Pelt, un choc des cultures serait une guerre mondiale. Le vrai clivage se trouve entre les intégristes, quels qu'ils soient, et les tenants du dialogue.

La Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier un des fondements de l'Europe, était de nature industrielle mais inspirée par une philosophie. L'Europe est aujourd'hui engagée dans la création d'une nouvelle politique commune de l'environnement et de l'énergie, à la mesure de l'étape historique que fut la création de la CECA

MNA

Les sites de ceux qu'on cite

L'Observatoire de la Finance : <http://obsfin.ch>

Le colloque de la CFDT à l'Opéra Bastille, avec Rupnik, Geremek, Maire et Balladur :

www.cfdt.fr/cfdt_action/mai_68/mai_68_colloque.htm

Jean Pottier, photjournaliste du social : <http://pagesperso-orange.fr/jean.pottier> et <http://pottier.jean.free.fr>

Dialogue franco-allemand : www.asko-europa-stiftung.de



La Missive est éditée par l'association Gestion Attentive, www.gestion-attentive.com
Directrice de publication : Marie-Noëlle Auberger-Barré
L'abonnement est gratuit sur simple demande à missive@gestion-attentive.com mais
une participation est volontiers acceptée.